

Questions orales

M. Harvey (Edmonton—Est): Soit, monsieur le Président, le vice-premier ministre ou tout autre ministre pourrait-il relever dès maintenant le défi? L'un d'entre vous voudrait-il venir avec moi en Alberta pour débattre la question?

M. le Président: Le député d'Esquimalt—Juan de Fuca.

M. Barrett (Esquimalt—Juan de Fuca): Monsieur le Président, je vais modifier la question que je voulais poser. Je vais le faire en me contentant de demander au vice-premier ministre, puisqu'il ne répond pas à mon collègue de l'Alberta, s'il y a quelqu'un en face qui débattrait de la TPS en Colombie-Britannique.

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Tout d'abord, monsieur le Président, le député devrait respecter la décision de la présidence. S'il veut être honnête et sincère envers la Chambre, il reconnaîtra que j'étais prêt à répondre au député d'Edmonton—Est, et je suis prêt à lui répondre maintenant.

• (1430)

Hier, les députés d'en face voulaient un débat sur le parquet de la Chambre avec le ministre des Finances. Ils ont eu leur débat et ils ont perdu.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

L'hon. William Rompkey (Labrador): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale, à la personne qui occupe ce poste pour le moment. Lors de la présentation du dernier budget, le ministre a laissé s'affaiblir considérablement la souveraineté canadienne sur les côtes de l'Atlantique et du Pacifique.

C'est ainsi, par exemple, qu'on a mis au rancart les Tracker, qui patrouillaient les côtes canadiennes à l'affût des pêcheurs illégaux, des trafiquants de drogues et des pollueurs, et que la police des pêches a été confiée au secteur privé pour le double du coût.

Au moment même où les pêches sont en crise, comment le ministre peut-il souffrir qu'on retire aux forces armées la responsabilité de protéger la souveraineté canadienne pour la confier à des mercenaires?

Va-t-il se décider cette fois-ci à tenir tête au ministre des Finances et empêcher qu'on retire aux forces armées la responsabilité de protéger la souveraineté de nos côtes est et ouest et va-t-il protéger les côtes contre les pêcheurs illégaux et les pollueurs, oui ou non?

L'hon. Bill McKnight (ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, je félicite mon collègue de l'intérêt renouvelé qu'il manifeste pour ses activités de critique. C'est bon de le revoir.

Il a été décidé de mettre les Tracker au rancart pour des raisons de sécurité. En effet, si nous ne sommes pas en mesure d'assurer la sécurité économique dont notre pays a besoin pour continuer de prospérer et pour créer la richesse qui servira à garantir sa sécurité militaire, notre situation risque de se détériorer considérablement.

La décision de privatiser des activités de surveillance sous la direction du ministère des Pêches et des Océans n'est pas nouvelle. Nous avons l'habitude de le faire. Des fonds additionnels ont été consentis au ministère des Pêches et des Océans pour qu'il assure la surveillance des côtes est et ouest. La situation n'est pas telle que la décrit le député.

L'hon. William Rompkey (Labrador): Monsieur le Président, ni moi ni aucun autre Canadien ne nous laisserons convaincre par l'argument selon lequel le gouvernement lutte contre le déficit en donnant deux fois plus d'argent au secteur privé qu'aux forces armées.

Par ailleurs, quatre frégates seront retranchées du programme des frégates à un moment où nous avons besoin d'une surveillance accrue. Il y a une crise dans le secteur des pêches de l'Atlantique. Nous avons besoin de bateaux. Nous avons besoin de navires de patrouille pour nous protéger contre la pêche illégale, contre les drogues illégales et contre la pollution illégale. Comment le ministre peut-il justifier ce genre de mesure au moment où nous avons le plus besoin de ces navires?

L'hon. Bill McKnight (ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, je ne sais pas si le député est au courant, mais le gouvernement fera construire 12 frégates. Cela a été annoncé, et nous irons de l'avant avec ce projet.

Outre la construction de ces 12 nouvelles frégates, nous procédons aussi à modernisation de la classe Tribal. Je ne sais pas d'où le député tient ses renseignements lorsqu'il dit que nous retrancherons quatre frégates.